



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RINGMERIT EPSILON

7 rue de l'Amiral d'Estaing
75016 Paris

Références : 25-0914
Code AIOT : 0005211531

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement RINGMERIT EPSILON implanté Parc d'Activités des Lacs 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2025 "Photovoltaïque sur entrepôt", ainsi que de l'action départementale visant à contrôler l'établissement et la mise en œuvre des plans de défense incendie au sein des entrepôts classés sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en application des dispositions applicables de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'inspection a également permis d'aborder les suites de la précédente inspection de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RINGMERIT EPSILON
- Parc d'Activités des Lacs 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005211531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, nommé Parc d'activités des Lacs de Blanquefort, est constitué principalement de bâtiments destinés, d'une part, à un usage d'entreposage et de bureaux, et, d'autre part, à un usage d'activité. Les installations sont soumises au régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Le site est actuellement réglementé au travers de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2019, modifié par l'arrêté complémentaire (APC) du 30 janvier 2025.

Des installations photovoltaïques, exploitées par la société URBASOLAR, ont été installées en 2025 sur la toiture du bâtiment M13 (société DARTESS, locataire de ce bâtiment). Ces installations sont composées de 2 centrales photovoltaïques, l'une de 2MW destinée à l'injection d'électricité sur le réseau d'ENEDIS (C5742), l'autre de 250 kW destinée à l'autoconsommation du bâtiment (C6011).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents à disposition	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 2. de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Dispositions par rapport au risque d'incendie	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 5. de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Signalisation des installations photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 6. de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Alarme	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 7. de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Raccordement au réseau	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 8. de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Dispositifs de coupure	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 10. de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 23	/	Demande d'action corrective	6 mois
14	Installation photovoltaïque	AP Complémentaire du 05/08/2022, article Titre II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Zone d'exclusion d'installation	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 3. de l'annexe I	/	Sans objet
3	Dispositions par rapport au risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 4. de l'annexe I	/	Sans objet
9	Isolement des onduleurs	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	onduleurs	05/02/2020, article 11. de l'annexe I		
10	Dispositions liées aux batteries d'accumulateurs électriques	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 12. de l'annexe I	/	Sans objet
11	Dispositions liées aux connecteurs	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 13. de l'annexe I	/	Sans objet
12	Dispositions liées aux câbles de courant continu	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 14. de l'annexe I	/	Sans objet
15	Défense extérieure contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
16	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les centrales photovoltaïques installées depuis octobre 2025 en toiture du bâtiment M13, dont le locataire est la société DARTESS, répondent globalement aux exigences de l'arrêté ministériel du 5 février 2020, moyennant quelques justificatifs et demandes identifiées dans les points de contrôle détaillés dans le présent rapport.

En ce qui concerne le plan de défense incendie requis par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant doit finaliser la formalisation de ce document à l'échelle du périmètre ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents à disposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 2. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant de l'installation classée tient à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et des services d'urbanisme les éléments suivants :

1. la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
2. une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;
3. les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;
4. les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;
5. les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments ou auvents, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques et équipements associés ;
6. les documents justifiant la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries.

Constats :

Dans le cadre de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- la fiche technique des panneaux photovoltaïques de l'entreprise DMEGC SOLAR, référencés Module N -type MONO-FACIAL MODULE Type: DmxxxM10T-54HSW/HBW (module Mono-cristalline), répondant au 1^{er} point de la liste des éléments suscités,
- le projet de plan à destination des pompiers localisant les arrêts d'urgence et détaillant le protocole à suivre, répondant au 2nd point de la liste des éléments suscités. Celui-ci sera apposé sur les portes des 2 locaux onduleurs.
- le rapport technique N° 7040624xxxxx-00 du 29/01/2024 concernant le respect des panneaux DM585M10T-72HSW-V aux normes IEC 61215 et IEC 61730, répondant au 3^{ème} point de la liste des éléments suscités,
- le certificat n°AQPV-2018-001 délivré par Certisolis pour URBASOLAR pour la conception, installation et exploitation-maintenance de systèmes photovoltaïques, valable du 21 février 2025 au 20 février 2026, répondant au 4^{ème} point de la liste des éléments suscités,
- les plans d'implantation des 2 centrales : injection (C5742) et autoconsommation (C6011), répondants au 5^{ème} point de la liste des éléments suscités,

- le rapport d'enquête de technique nouvelle par Alpes Controles avec avis favorable et l'avis technique par la CCFAT sur les modules PV, répondant au 6^{ème} point de la liste des éléments suscités. Toutefois, la justification de la bonne fixation et de la résistance à l'arrachement des panneaux tels qu'installés reste à fournir.

L'exploitant a annoncé lors de l'inspection que la fin des travaux a donné lieu à un procès-verbal de réception des installations, dont quelques réserves restent à lever (notamment la réfection de quelques feuilles de revêtement en aluminium présentant des défauts d'étanchéité, constatés en toiture).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le procès verbal de réception des 2 centrales photovoltaïques (C5742 et C6011), ainsi que les rapports des bureaux de contrôle établis pour la mise en service par BRP Consultant et l'Apave.

Il justifie, par ailleurs, la finalisation du plan ou de la fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Zone d'exclusion d'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 3. de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'exclusion

Prescription contrôlée :

Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité. L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. A cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large.

Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection de part et d'autre des murs séparatifs REI. Ils sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives REI.

Lorsque des contraintes techniques et d'exploitation rendent nécessaire la présence de câbles dans ces zones, ils sont isolés par un dispositif type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures sur 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives REI.

Constats :

Vu les plans d'implantation des centrales photovoltaïques et vu les installations sur la toiture constatées durant l'inspection, les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection des murs coupe-feu séparatifs. Les dispositifs de sécurité et les autres installations du bâtiment restent accessibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions par rapport au risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 4. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions par rapport au risque d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments ou auvents où est potentiellement présente, en situation normale, une atmosphère explosible (gaz, vapeurs ou poussières).</p> <p>L'ensemble constitué par l'unité de production photovoltaïque et la toiture présente les mêmes performances de résistance à l'explosion que celles imposées à la toiture seule lorsque les équipements photovoltaïques sont installés sur des bâtiments ou auvents qui abritent des zones à risque d'explosion Pour les bâtiments et auvents abritant des zones à risque d'explosion, l'ensemble constitué d'une part par la toiture et d'autre part par l'unité de production photovoltaïque, répond aux exigences imposées à la toiture seule notamment pour les critères à respecter pour les surfaces soufflables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) établi pour l'ensemble du parc en 2021, mis à jour pour la construction du M13, aucune zone à atmosphère explosive (ATEX) n'est identifiée sur le M13.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions par rapport au risque d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 5. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions par rapport au risque d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments ou auvents abritant des zones à risque d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en matière de résistance au feu : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la toiture seule ; • en matière de propagation du feu au travers de la toiture : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux répond au minimum à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur.
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué que le caractère BroofT3 de la toiture était conservé pour l'ensemble formé par les panneaux et la toiture, notamment grâce au revêtement bicouche composé d'une feuille d'étanchéité SOPRAPHIX HP et d'une seconde SOPRALENE FLAM 180 ALU.</p> <p>Vu l'avis technique n°21/22-80 du CCFAT sur le procédé SOPRASOLAR FIX EVO - TAN GP / SOPRASOLAR FIX EVO TILT - TAN GP transmis, ce dernier indique que :</p> <p><i>" Vis-à-vis du feu venant de l'extérieur :</i></p> <p><i>Des procédés photovoltaïques mis en œuvre sur des complexes d'étanchéités présentent un classement de tenue au feu Broof(t3). Ils sont définis dans le procès-verbal cité au § 2.11.1 « Résultats Expérimentaux » (PV du CSTB BroofT3 RA 20-0021 du 21/01/2021 et RA 23-0027 du 20/1/2023). L'entreprise de pose doit se procurer ce procès-verbal auprès du titulaire de l'Avis Technique et vérifier que le procédé à mettre en œuvre (composé de modules photovoltaïques, du système de montage et du complexe d'étanchéité) est pris en compte par ce procès-verbal."</i></p> <p>Le procès-verbal garantissant la pose selon le procédé de mise en œuvre décrit reste à fournir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le procès-verbal de réception des installations, garantissant notamment la sécurité au feu de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Signalisation des installations photovoltaïques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 6. de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation des installations photovoltaïques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes adaptés, dédiés aux risques photovoltaïques sont apposés. Les pictogrammes définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution, UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, et XP C 15-712-3 version mai 2019 pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution, permettent de répondre à cette exigence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'extérieur du bâtiment ou auvent au niveau de chacun des accès des secours ; • au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; • tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. <p>Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de signalisation convenablement répartie sur le site.</p> <p>Le plan schématique des centrales avec le protocole pompier présenté durant l'inspection reste à apposer <i>a minima</i> à proximité des coupures d'urgence au niveau des onduleurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant affiche le plan schématique à proximité des organes de coupure d'urgence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Alarme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 7. de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alarme</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation classée, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les centrales photovoltaïques étaient surveillées à distance par le centre de supervision situé à Montpellier de la société URBASOLAR, exploitante des centrales photovoltaïques. Ce dernier est en mesure de détecter les problèmes de performance liés à l'arrêt des onduleurs, à un court circuit, etc.</p> <p>En cas de problème détecté, le centre de supervision est en mesure d'alerter les techniciens d'URBASOLAR basés à Bordeaux pour une intervention, ou l'équipe d'astreinte existante d'URBASOLAR, ou les services de secours en fonction de la configuration de l'incident détecté. Sur site, aucun report d'alarme permettant de détecter un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'installation photovoltaïque n'a été constaté.</p> <p>Pour la centrale photovoltaïque d'autoconsommation, il a été indiqué que le responsable de la société DARTESS, exploitant du bâtiment M13, dispose d'un accès à un logiciel de suivi de la production de la centrale C6011.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation afin de garantir que le système d'alarme géré par URBASOLAR, société exploitant les centrales photovoltaïques situées en toiture du M13, permette également d'alerter la société locataire du bâtiment (DARTESS) et lui-même, en tant qu'exploitant de l'installation classée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Raccordement au réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 8. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Raccordement au réseau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique, d'échauffement et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme en vigueur concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Dans le cas d'une unité de production non raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique, d'échauffement et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Dans le cas d'une unité de production raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique, d'échauffement et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide et XP C 15-712-3 version mai 2019 pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution permet de répondre à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation photovoltaïque située en toiture du M13 est composée de 2 centrales : la C5742 dite "d'injection" de 2 MW et la C6011 dite "d'autoconsommation" de 250 kW.</p> <p>La C5742 est raccordée au réseau d'ENEDIS. Cette dernière a fait l'objet de 3 jours d'essais avec ENEDIS afin d'accorder son raccordement, selon l'exploitant.</p> <p>L'attestation de conformité n'a pas pu être consultée lors de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, les attestations Q19 du 28 octobre 2025 par l'APAVE pour les 2 centrales suite aux vérifications électriques ne soulèvent aucunes anomalies.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communique à l'inspection des installations classées l'attestation de conformité du Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité (CONSUEL) et l'attestation autorisant le raccordement d'ENEDIS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Dispositifs de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 10. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de coupure
Prescription contrôlée : <p>Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.</p> <p>Les dispositifs de coupure sont situés en toiture. Le dispositif de coupure du circuit en courant continu se situe au plus près des panneaux photovoltaïques.</p> <p>Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'aucun dispositif de coupure n'était installé en toiture.</p> <p>La coupure du réseau de distribution et du circuit de production se fait depuis les 2 arrêts d'urgence placés au niveau du poste de transformation/livraison combiné de la centrale d'injection et à l'entrée du local onduleurs de la centrale d'autoconsommation. Cette coupure permet d'arrêter systématiquement l'ensemble de l'installation. Il est à noter que la coupure peut également se faire à distance par le centre de supervision d'URBASOLAR en cas de détection d'incident ou d'ordre de coupure pour maintenance.</p> <p>Une attestation de bon fonctionnement des arrêts d'urgence datée du 25 novembre 2025 a été fourni par URBASOLAR. Cette dernière concerne les 2 arrêts d'urgence.</p> <p>Un voyant lumineux a été constaté au niveau du poste de transformation/livraison combiné de la centrale d'injection. Son usage n'a pas pu être vérifié.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées l'absence de dispositifs de coupure en toiture, au plus près des panneaux photovoltaïques, ainsi que la fonction du voyant lumineux constaté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Isolement des onduleurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 11. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des onduleurs
Prescription contrôlée :

<p>Lorsque les onduleurs sont situés en toiture, ils sont isolés de celle-ci par un dispositif de résistance au feu EI 60, dimensionné de manière à éviter la propagation d'un incendie des onduleurs à la toiture.</p> <p>Lorsque les onduleurs ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion, par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque l'onduleur est directement intégré aux équipements photovoltaïques de par la conception de l'installation photovoltaïque (micro-onduleur).</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les onduleurs de la centrale d'autoconsommation étaient placés dans un local dédié, séparé de l'entrepôt par un mur REI120.</p> <p>Les onduleurs de la centrale d'injection sont quant à eux placés dans un local technique en bardage métallique, situé de l'autre côté de la voie pompier par rapport au bâtiment. Ce dernier est éloigné de plus de 10 mètres des parois de l'entrepôt, distance qui serait suffisante selon l'exploitant pour se prémunir de l'application des dispositions constructives. Ce local ne présente donc pas une résistance au feu REI60.</p> <p>Il est à noter qu'au regard des modélisations thermiques en cas d'incendie du bâtiment M13, fournies dans le cadre du dossier de modification en 2022, la zone d'implantation du local est impactée par les effets thermiques irréversibles (flux de 3 kW/m²), hors des effets dominos dont le seuil est de 8 kW/m²</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositions liées aux batteries d'accumulateurs électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 12. de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Batteries d'accumulateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés sont installés dans un local clos.</p> <p>Le local ainsi que l'enveloppe éventuelle contenant les batteries d'accumulateurs sont ventilés de manière à éviter tout risque d'explosion. La conformité des ventilations aux spécifications du point 14.6 du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie et de la norme relative aux installations électriques basse tension en vigueur permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Les accumulateurs électriques et matériels associés disposent d'un organe de coupure permettant de les isoler du reste de l'installation électrique. Cet organe dispose d'une signalétique dédiée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que l'installation photovoltaïque ne disposait pas de batterie d'accumulateurs électriques.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions liées aux connecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 13. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Connecteurs
Prescription contrôlée : Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement. La conformité des connecteurs à la norme concernant les connecteurs pour systèmes photovoltaïques-Exigences de sécurité et essais-en vigueur permet de répondre à cette exigence.
Constats : L'exploitant a fourni la documentation technique des connecteurs utilisés de référence MC4-Evo 2 de la marque Stäubli qui précise la conformité à la norme IEC 62852:2014 "Connecteurs pour applications en courant continu pour systèmes photovoltaïques - Exigences de sécurité et essais".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions liées aux câbles de courant continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article 14. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Câbles de courant continu
Prescription contrôlée : Les câbles de courant continu ne pénètrent pas dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion. Lorsque, pour des raisons techniques dûment justifiées, ces câbles sont amenés à circuler dans une zone à risques d'incendie ou d'explosion, ils sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques et présentant une performance minimale de résistance au feu EI 30. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.
Constats : L'exploitant a indiqué que les câbles de courant continu cheminent en extérieur, sur la toiture et le long de la façade jusqu'au local onduleurs. Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté par sondage, le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte et première intervention
Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22 [Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance].

Constats :

La dernière version du PDI communiqué à l'inspection des installations classées est celle de mars 2022, dans le cadre du dossier de demande de modifications pour la création du bâtiment M13. A ce jour, l'exploitant dispose d'un PDI cadre pour l'ensemble des bâtiments du parc

M1/M2/M3/M4/M5/M6/M7/M8/M9/M10/M12 (tous avec des cellules de moins de 3000 m² non sprinklées), avec 2 spécificités en annexe :

- un PDI dédié au M13 (cellules de 6000 m² sous sprinklage), géré par la société DARTESS (dernière mise à jour en août 2025),
- un PDI dédié à la cellule centrale du M8 disposant d'une autorisation de stockage d'alcool de bouche en Déclaration pour 499 m³.

L'exploitant a indiqué en inspection qu'une mise à jour du PDI cadre était en cours de réalisation. Il a été souligné lors de l'inspection que ce PDI doit veiller à couvrir l'organisation globale à l'échelle du périmètre ICPE, notamment en assurant la coordination des différents acteurs (locataires, exploitants) et l'utilisation des moyens mis à disposition qu'ils soient communs au parc ou spécifiques à chaque bâtiment.

L'exploitation des centrales photovoltaïques en toiture du M13 amène un acteur supplémentaire à intégrer dans le PDI, la société URBASOLAR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise et justifie l'actualisation du plan de défense incendie du site ICPE, en veillant à décrire l'articulation entre les différents acteurs. Il s'assure que ce dernier soit complet conformément à l'arrêté du 11 avril 2017 suscité.

Une version actualisée du PDI est adressée à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Installation photovoltaïque

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2022, article Titre II

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

[...] Le déploiement de l'installation photovoltaïque est précédé par la mise à jour des études foudre et des protections contre les effets directs et indirects à mettre en place. [...]

Constats :

La mise à jour de l'ARF et de l'Etude technique pour prise en compte des panneaux photovoltaïques sur le bâtiment M13 a été faite le 3 novembre 2025 par IG Foudre. Au regard de

ces études, des travaux restent à réaliser. La dernière vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre a été menée le 2 juin 2025 par BCM Foudre (rapport consulté durant l'inspection). Cette vérification ne portait que sur les bâtiments M1 à M12. La vérification des dispositifs du M13 a été faite par l'APAVE le 20 novembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la réalisation des travaux identifiés par la mise à jour de l'étude technique du M13.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Besoin en eau pour la défense incendie du bâtiment M13
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé sont complétées par les dispositions ci après : Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir du bâtiment M13 doivent être a minima de 360 m ³ /h pendant une durée minimale de deux heures. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances. Pour assurer la défense incendie du bâtiment M13, l'exploitant dispose d'un réseau de 6 poteaux incendie (de diamètre DN 150 mm) dont deux sont installés au niveau de la voie engins dans le périmètre de l'établissement. L'ensemble des poteaux incendie, valorisés dans la défense incendie du bâtiment M13, doit être situé au plus à 100 m des installations à protéger et chaque poteau n'est pas distant de plus de 150 mètres d'un autre. En cas de débit simultané délivré par l'ensemble des poteaux supra inférieur aux 360 m ³ /h pendant deux heures par les moyens valorisés par l'exploitant pour sa DCI, L'exploitant met en place les moyens complémentaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante. L'exploitant réalise :

- tous les ans, des mesures de débits individuels du réseau de poteaux incendie (chaque poteau doit délivrer a minima 60 m³/h sous 1 bar).
- tous les trois ans des mesures de débits simultanés du réseau de poteaux incendie valorisés pour répondre au besoin en eau supra (de façon unitaire, chaque poteau doit délivrer a minima 60 m³/h sous 1 bar).

Constats :

Le rapport de contrôle du débit des 10 poteaux incendie présents sur le périmètre ICPE fait le 26 février 2025 par SUEZ a été consulté lors de l'inspection.

Les débits simultanés ont été mesurés par groupe de 4 PI sous 1 bar, dont les résultats sont les suivants :

- 1-6-7-8 : 110 - 94 - 107 - 104 m³/h ;
- 2-3-4-5 : 110 - 115 - 61 - 85 m³/h ;
- 9-10-2-3 : 110 - 67 - 121 - 114 m³/h.

Ces débits permettent de répondre aux besoins en eau identifiés et chaque poteau a un débit supérieur à 60 m³/h sous 1 bar en simultané.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des zones A et B

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus... :

[...] La rétention des eaux incendie est divisée en 3 zones :

- Zone A (ex zone 1 + zone 2) : Regroupement des anciennes zone 1 (Sud-ouest intégrant les surfaces occupées par les bâtiments M8, 9 et 10) et zone 2 (Sud-Est) du site intégrant les surfaces occupées par les bâtiments M5, 6, 7 et 12) en reliant les bassins de confinement entre eux au moyen d'une canalisation de diamètre 500 mm ; la capacité de rétention étanche disponible est de 2093 m³ a minima ;

- Zone B (ex zone 3 - centre et Nord-Est du site intégrant les surfaces occupées par les bâtiments M1, 2, 3 et 4): Capacité de rétention étanche de 965 m³ dans le bassin en partie Est ;

- Zone C : Capacité de rétention propre au bâtiment M13 (cf. infra). [...]
Constats : Suite au précédent constat sur l'état des bassins de rétention, ces derniers ont été nettoyés en juillet 2025, ce qui a été constaté sur site.
Type de suites proposées : Sans suite